

L'hon. M. Pepin: Pas pour le moment, s'il vous plaît. Cet après-midi, au cours de la période des questions, un député m'a demandé ce que le gouvernement compte faire, étant donné que le contingent de cinq boisseaux ne sera pas atteint. Je ne sais pourquoi l'on pose et l'on répète de telles questions. M. McNamara, le chef de la Commission du blé, a déclaré au comité permanent de l'agriculture—j'ai d'ailleurs répété ses remarques à la Chambre—qu'il espère bien que le contingent de cinq boisseaux sera atteint. Quelle meilleure opinion les députés désirent-ils? Pourquoi donc prévoient-ils que le contingent ne sera pas atteint? Pourquoi créer des tragédies qui n'existent pas?

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Puis-je poser une question au ministre, monsieur l'Orateur? Est-il bien sûr que l'on va atteindre le quota de cinq boisseaux? Va-t-il promettre de laisser la saison de livraison ouverte jusqu'à ce que chacun des points ait accepté le quota entier de cinq boisseaux?

L'hon. M. Pepin: Vous voyez? Le député ne croit évidemment pas que le quota sera atteint. Pourquoi ne pas attendre les événements au lieu de crier gare?

M. Gleave: C'est ce que nous avons fait toute l'année.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Ne peut-on prévoir les événements?

L'hon. M. Pepin: C'est une question d'attitude. On ne peut tout avoir à la fois. Certain jour, c'est un député qui dit à la Chambre que le prix du bœuf est trop bas pour que l'éleveur profite de son travail, le lendemain un membre de l'opposition le trouve trop haut pour la ménagère. On entend dire un jour que le prix du bois d'œuvre est trop élevé et nuit à l'industrie de la construction et le lendemain, quelqu'un prétend qu'en le réduisant nos exportations en souffriraient. On ne peut avoir le drap et l'argent. Je sais qu'il est difficile aux députés de faire parti de l'opposition au gouvernement. Je n'ai jamais eu ce privilège ou ce désavantage de siéger du côté de l'opposition. Je sais que les représentants doivent poser des questions. Est-il besoin de rappeler aux députés de l'opposition qu'ils ne peuvent jouer sur les deux tableaux? Qu'ils ne sauraient conseiller une chose et dire tout le contraire en une autre occasion?

Voyez le député de Saskatoon. Il y a quelques mois, lui et ses collègues disaient: «Conformez-vous à l'Accord international sur les céréales». Maintenant, il dit «Mettez-le au rancart». On ne saurait faire les deux choses à la fois. Certains jours, des députés de ce

parti protestent du fait que nous ne vendons pas moins cher que d'autres. Le lendemain, ils conseillent de se conformer aux accords. Aujourd'hui, l'honorable député de Saskatoon-Biggar nous félicite d'avoir nommé M. Gibbings. Demain, il nous blâmera de suivre ses conseils. On ne peut absolument pas faire des déclarations de ce genre et s'en tirer.

M. Gleave: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je ne vois pas d'inconvénient à ce que le ministre cite mes paroles, pourvu qu'il les cite de façon exacte. J'ai dit que la nomination de M. Gibbings était excellente et que l'efficacité de la Commission canadienne du blé dépendrait de la politique du gouvernement.

L'hon. M. Pepin: Et la politique du gouvernement dépendra, à son tour, des bons conseils qu'il recevra des experts.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Et le ministre blâmera-t-il les experts et les conseillers s'ils se trompent?

L'hon. M. Pepin: Non. Nous prendrons le blâme à notre compte. Dégager ses responsabilités c'est une des traditions du PSD que nous n'avons pas adoptée.

A quel point la situation du marché est-elle grave, monsieur l'Orateur. Il serait sans doute utile d'examiner les faits. Le commerce mondial a diminué de 11 p. 100 l'an dernier. Le commerce de l'an dernier, à son tour, était de 17 p. 100 au-dessous du niveau des échanges en 1966-1967. C'est un fait irrécusable. D'autres chiffres montrent qu'au cours de la campagne agricole de 1966-1967, on aurait pu vendre 2,300 millions de boisseaux. En 1967-1968, ce potentiel était de 1.9 milliard de boisseaux. Celui de la campagne agricole 1968-1969 était de 1.7 milliard de boisseaux. Nous voyons ici une diminution du commerce du blé sur le plan mondial, de 600 millions de boisseaux en trois ans.

• (9.50 p.m.)

C'est une situation tout à fait normale. Si regrettable qu'elle soit, le fait est que le Canada subira, comme les autres pays, les conséquences de la situation mondiale actuelle. Il est incroyable de penser que le Canada seul puisse échapper aux conséquences de cette situation. Je pourrais citer de nombreux autres détails à ce sujet. On estime que les exportations des États-Unis, après la récolte de cette année s'élèveront à 535 millions de boisseaux. Cela est inférieur de plus de 200 millions de boisseaux aux prédictions antérieures et de 250 millions à la moyenne des cinq années précédentes.